

Paris, le 19 novembre 2007

Reporters sans frontières
Contact : Jean-François Julliard
Tel : (33) 1 44 83 84 84
E-mail : julliard@rsf.org

Langage : Anglais et **Français**

**Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel
Première session – 7 au 18 avril 2008**

**Contribution de Reporters sans frontières, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif spécial, à propos de la situation de la liberté de la presse en
INDONESIE**

Exposé de la situation de la liberté de la presse

Malgré des déclarations favorables à la liberté de la presse, le président Susilo Bambang Yudhoyono n'a pas pris de mesures significatives pour la consolider. Au contraire, le gouvernement a tenté de reprendre en main l'attribution des licences audiovisuelles et une nouvelle loi antiterroriste accorde des pouvoirs très larges aux forces de sécurité.

Le pluralisme de l'information ne cesse de se consolider dans le pays musulman le plus peuplé au monde. Il existe au moins 700 publications et 1 200 stations de radio, ainsi qu'une douzaine de télévisions nationales et locales. L'enthousiasme pour les médias électroniques a suscité le lancement de centaines de radios et chaînes de télévision pirates que le gouvernement a bien du mal à réguler.

La Constitution et la loi sur la presse garantissent la liberté d'expression, et, en décembre, un arrêt de la Cour constitutionnelle a décriminalisé l'"insulte au chef de l'Etat". Mais le code pénal, toujours archaïque, regorge de peines de prison pour des délits de presse. Ainsi, en septembre 2007, la Cour suprême d'Indonésie a condamné le magazine Time Asia à payer plus de cent millions de dollars américains de dommages et intérêts à l'ancien dictateur Suharto. Un porte-parole de la Cour a estimé que l'enquête du magazine avait heurté "l'honneur du plaignant". Les verdicts de 2000 et 2001, qui avaient donné raison à Time Asia dans ce même dossier, ont été cassés par la plus haute juridiction du pays. Parmi les juges de la Cour suprême figurait un général à la retraite, en activité sous les ordres de Suharto.

Malheureusement, les journalistes sont toujours victimes de violences dans certaines régions. En mai 2006, le journaliste indépendant Herliyanto a été assassiné dans l'est de l'île de Java, après avoir enquêté sur une affaire de corruption locale. L'Alliance des journalistes indépendants (AJI) a recensé plus d'une vingtaine de cas d'agressions et de menaces directes contre la presse. La moitié de ces violations ont été commises par des délinquants ou des foules en colère, et l'autre moitié par des policiers ou des fonctionnaires.

Le businessman Tomy Winata continue de harceler les journalistes du groupe de presse Tempo. En février 2006, la condamnation à un an de prison du célèbre journaliste Bambang Harymurti a été cassée par la Cour suprême. Tomy Winata avait obtenu que cette affaire de "diffamation" soit jugée en première instance en vertu du code pénal, et non pas de la loi sur la presse. De leur côté, les groupes islamistes ont réservé leurs manifestations aux publications locales Petra et Rakyat Merdeka Online qui avaient publié des caricatures du Prophète réalisées par des dessinateurs danois, mais aussi à la version indonésienne du magazine Playboy. Sous la pression, les autorités ont poursuivi en justice les directeurs des trois publications. En septembre, Teguh Santasa, le directeur de Rakyat Merdeka Online a été acquitté de l'accusation de blasphème.

L'accord de paix d'août 2005 entre le gouvernement et la guérilla en Aceh a eu des effets très bénéfiques pour la liberté de la presse. Les médias y sont de moins en moins les cibles des forces de sécurité et des séparatistes. La paix a ainsi permis le développement des médias indépendants, longtemps victimes de la guerre. Pour autant, les autorités n'acceptent pas toutes les critiques. Ainsi, en juillet, l'organisme de régulation des radios a fait fermer deux stations indépendantes. Par ailleurs, le reporter américain William Nessen est toujours interdit d'accès en Aceh, et l'un de ses documentaires sur la "sale guerre" de l'armée indonésienne a été interdit de projection lors d'un festival à Jakarta. Quatre autres films sur le Timor oriental, mettant également en cause l'armée dans des violations des droits de l'homme et les attentats de Bali ont été censurés.

L'armée indonésienne, souvent pointée du doigt pour son comportement dans les régions séparatistes, refuse de sanctionner ses troupes. Les enquêtes sur les assassinats de reporters étrangers au Timor oriental, notamment le Néerlandais Sander Thoenes en 1999 ou les cinq journalistes de Balibo en 1975, n'ont jamais été sérieusement menées par Jakarta. Si la culpabilité de l'armée indonésienne ne fait plus aucun doute dans l'assassinat des journalistes de Balibo, au Timor, le gouvernement refuse toujours de l'admettre et de collaborer aux enquêtes mises en place au Timor et en Australie.

Enfin, les autorités ont refusé de lever l'interdiction pour la presse étrangère de travailler en Papouasie, théâtre de la répression d'un mouvement indépendantiste. Une équipe de télévision australienne a été expulsée de l'île. Une dizaine de journalistes indonésiens ont été agressés par des policiers dans la province.

Recommandations

. Juger les coupables, notamment au sein de l'armée, de crimes de guerre contre les journalistes au Timor et Aceh. Répondre aux demandes de la justice australienne de faire comparaître les officiers indonésiens impliqués dans l'assassinat de cinq journalistes en octobre 1975 au Timor.

- . Libéraliser le code pénal qui prévoit des peines de prison et des amendes exorbitantes pour de nombreux délits de presse.
- . Lever pour la presse étrangère de travailler en Papouasie.
- . Mettre fin à la pratique de la censure préalable des films, notamment des documentaires.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette note ont été collectées et vérifiées par Reporters sans frontières. L'organisation dispose notamment d'un réseau de correspondants présents dans 130 pays dans le monde ainsi que d'un réseau d'organisations partenaires présents dans une vingtaine de pays.

Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce que emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse.

Reporters sans frontières
47 rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 84 – Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org - Plus d'informations [Σ www.rsf.org](http://www.rsf.org)